

Tosika Fameno- corruption généralisée dans la distribution des aides d'urgence

Réseau Malina – 14/05/21

Cet article a reçu le second prix du concours annuel GRAND PRIX MALINA (2021).

Par Tiana Andria et Miary Velo Soa.

Dès l'ouverture des inscriptions pour bénéficier d'aides sociales, plusieurs fokontany d'Antananarivo ont décidé de remplacer l'ancien carnet de fokontany. Les ménages ont été sensibilisés pour se procurer le nouveau carnet « pour comptabiliser le nombre d'habitants », selon les propos d'un chef de fokontany que nous avons rencontré. Rapidement, au cours du mois d'avril, les ménages ont les nouveaux carnets. C'est le cas à Ankondrano Andranomahery, Amboditsiry, Ambatokaranana.

Nouveaux carnets, nouveau business

Nouveaux carnets. Le chef du fokontany Andranomahery nous éclaire : « *il y a 3 500 maisons dans ce quartier. Nous avons sensibilisé ces habitants pour qu'ils aient un nouveau carnet* ». Si auparavant, chaque famille a droit à un carnet par logement, les chefs de fokontany ont classé les adultes et pères de famille dans un autre carnet, si bien qu'une maisonnée a désormais plus d'un carnet en sa possession. Plus de carnets, et donc plus de bénéficiaires dans les fokontany.

Il faut payer 2000 ariary pour avoir son carnet. Dans certains quartiers comme Amboditsiry, le prix est de 1300 ariary contre 1500 ariary à Ambatokaranana. On exige aux habitants de s'acquitter des taxes annuelles locales, en sus du prix du carnet. C'est d'ailleurs la première condition posée par le chef fokontany pour qu'une personne puisse s'inscrire parmi les bénéficiaires. Le Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) a remarqué cette pratique : « *ces nouveaux carnets sont apparus peu de temps avant la sortie des aides sociales* », d'après les plaintes reçues au niveau de ce bureau.

Une mère de famille d'Ambatokaranana constate : « *Certaines personnes qui n'habitent même pas notre fokontany viennent y acheter le nouveau carnet et sont inscrits parmi les bénéficiaires. Il suffit de s'entendre avec le chef fokontany, de payer environ 10 000 ariary et l'affaire est réglée. Aucun reçu pour prouver tous ces paiements* ». La personne accusée ici serait originaire d'Ilafy et s'est enregistrée dans le fokontany Ambatokaranana.

Ce fait a été prouvé auprès du bureau du fokontany Ambatokaranana, où les informations récoltées confirment que les carnets ont bien été remplacés. Le président du fokontany étant absent, c'est la secrétaire du fokontany qui s'est essayée à l'explication de la situation des carnets d'Ambatokaranana. Un appel téléphonique coupe l'interview : la secrétaire vient de recevoir l'ordre de mettre fin à l'entretien avec les journalistes. Il a été dit que le chef fokontany reprendra l'interview « *au moment opportun* ». L'association des 27 fokontany du 5^e Arrondissement a décidé de prendre la défense du chef fokontany d'Ambatokaranana peu de temps plus tard. Le secrétaire général de l'association explique, lors d'un entretien téléphonique : « *tous les chefs fokontany de l'arrondissement n'ont plus le droit de parler, sans aval du chef district. C'est le règlement* ». Aucun éclaircissement n'a donc été apporté par le président du fokontany Ambatokaranana concernant ces carnets monnayés à 10 000 Ariary l'unité et disponibles même pour les populations extérieures au fokontany.

Plus d'informations ont été demandées au niveau du district d'Antananarivo V, concernant ce règlement qui régirait les 27 chefs fokontany. Ce responsable de district a expliqué que « *cette mesure a été mise en place pour éviter que les chefs fokontany ne communiquent des informations concernant le coronavirus dans leurs quartiers, et qui au final, risquent de n'avoir aucun lien avec l'épidémie. Voilà pourquoi il leur a été demandé de ne pas s'exprimer* ».

D'autres témoignages venant des habitants ont aussi mis en exergue le fait que « *le camp politique des élus proches du gouvernement prédomine* ». Une mère de famille d'Ambatokaranana témoigne : « *Les proches du député figurent parmi les premiers bénéficiaires du Vatsy Tsinjo. Nous avons vu, de nos yeux, comment le député de notre circonscription a saisi les sacs de riz trouvés dans le logement d'un membre de comité. Le député les a pris, ne les a pas déposés au bureau du fokontany mais plutôt distribué à qui il voulait* » Nous avons essayé de contacter ce député plusieurs fois : en vain. Il ne prend pas nos appels ou les coupe directement.

L'épicentre au 5e Arrondissement?

Plusieurs cas de corruptions ont été répertoriés dans la distribution des Tosika fameno sy Vatsy tsinjo iny. « *La majeure partie des plaintes proviennent du 5e Arrondissement d'Antananarivo* », selon le Bianco qui fait état des requêtes qui lui sont parvenues. Les 27 fokontany de l'arrondissement ont tous été pointés du doigt, lors de la distribution des dons,

mais ces fokontany ci-après ont concentré la majorité des réclamations : Ambatokaranana, Ambohimirary, Andraisoro, Analamahitsy tanàna, Ankadindramamy, Soavimasoandro.

La commune d'Antananarivo a d'ailleurs porté plainte concernant cette distribution de nouveaux carnets. « *Le cas de ces carnets pour les ménages n'est pas clair, et semble être teinté de corruption. Le maire a déjà porté plainte à ce sujet* », selon la conseillère de la ville d'Antananarivo, Ravololomanana Lalatina. 800 carnets distribués dans la capitale ne seraient pas réguliers.

Liste incorrecte, des noms qui disparaissent

Lorsque les membres d'une même famille disposent de carnets différents dans la nouvelle organisation, une seule famille est donc susceptible d'avoir plus d'un lot d'aides de l'Etat. Des aides qui ne sont pas toujours adressées aux plus vulnérables : « *Nous avons constatés que certains bénéficiaires de l'enveloppe de 100 000 Ariary n'étaient pas si vulnérables. Certains vivent dans des belles maisons de briques. Certains travaillent dans des banques. Un de nos voisins loue sa maison et perçoit un loyer par mois, et a aussi reçu des aides de l'Etat. Mais nous, qui avons perdu notre emploi, qui vivons dans des conditions modestes, nous ne figurons même pas dans la liste* », s'indigne Soloniana, mère de famille de soixante ans, d'Ambatokaranana.

Ils sont nombreux à se plaindre que la confection même de la liste initiale des bénéficiaires n'est pas équilibrée. Dans certains fokontany, cette liste est au cœur de récriminations : des personnes se sont inscrites, ont été reçues par le comité Loharano et ne figurent toujours pas dans la liste finale. « *Dès le tout début, nous nous sommes inscrits dans la liste. Les membres du comité Loharano reçoivent ces inscriptions en catimini. Ils viennent chez les gens en pleine nuit. Je préfère ne rien avoir que d'attendre de vaines promesses* », confie Rasoanandrasana, de Manjakaray.

Une source qui souhaite rester anonyme dévoile que l'organisation de ces aides n'est pas transparente. Un manque de transparence qui n'est pas du fait des organisations internationales à qui la mission a été confiée, mais au niveau de certains élus et des nommés ainsi que de certains chefs de fokontany. « *Le fokontany et la commune n'ont rien à voir avec la finalisation des listes des bénéficiaires. C'est le FID directement qui s'occupe de faire les enquêtes* », explique-t-il. « *L'ordre de changer les carnets de fokontany provient du gouverneur de la région. Toutes les listes reçues et données au FID se basent sur la liste de ces nouveaux carnets. La confection de cette liste n'est donc pas transparente du tout* ».

Le gouverneur se défend de cette accusation : « *Il n'y a pas eu de remplacement de chef fokontany pendant cette crise, mais plutôt de secrétaire. Je suis pourtant d'avis que remplacer le secrétaire est salutaire car ce poste est à l'origine de plusieurs plaintes qui me sont parvenues concernant le détournement des aides* », d'après le gouverneur d'Analamanga Hery Rasoamaromaka. « *J'ai été informé que les proches des secrétaires composent les membres du comité Loharano, mais les enquêtes sont en cours et je ne peux pas encore citer un lieu en particulier* ».

La même source anonyme prétend cependant qu'une pression en haut lieu, au niveau du gouvernorat d'Analamanga dérange la gestion des aides. « *Cette situation concerne aussi les Vatsy Tsinjo. Par exemple, cette commune-ci a une liste de 1500 lots en deux fois. Mais le gouverneur a ordonné que seuls les membres de l'IRD, proches du pouvoir, doivent recevoir ces aides et seuls 500 lots soient distribués. Le maire de cette commune a refusé l'ordre, exigeant que les lots doivent être distribués en totalité ou bien ne seraient pas distribués. Aussi, les 1 500 lots ont été finalement distribués : 1 000 pour les habitants et 500 pour les IRD* ». Ce millier de lots ont été distribués aux 13 fokontany de la commune, et les plus vulnérables ont été priorisés pour recevoir ces Vatsy Tsinjo, soit 77 ménages par fokontany.

Dans d'autres lieux, comme au niveau du 4^e arrondissement, la population fait face à d'autres dilemmes. Au stade d'Anosibe Mandrangombato où la population s'est réunie sans aucun respect des gestes barrières, pour s'informer sur ces aides Tosika Fameno, il leur a été expliqué que « *Toutes les familles vulnérables auront une somme d'argent* ». Le député Rahasimanana Paul Bert ou Rossy du 4^e arrondissement fait part de son point de vue sur les réseaux sociaux. « *Ces personnes sont victimes de rumeurs* », selon Rossy, car « *si on prend 50 (bénéficiaires) par fokontany, soit 1 600 familles au sein des 32 fokontany du 4^e arrondissement, on constate que le nombre des personnes qui sont venues dépasse largement cette estimation. 980 ont été reçus, il ne reste plus que 30 (lots) par fokontany à distribuer.* »

Cette désorganisation des statiques laisse planer le doute. Comment les fokontany s'organisent-ils pour prioriser les plus vulnérables qui doivent bénéficier de ces appuis ? Voici ce qu'en dit Rapanoelina Mamisoa du FID. « *Il n'y a pas de limitation à 50 bénéficiaires. La commune d'Antananarivo leade le programme : des questions sont posées aux chefs de familles comme leurs activités professionnelles, leurs logements, s'ils ont des personnages à charge, des personnes vivant avec un handicap. Les réponses sont évaluées pour pouvoir qualifier une famille de vulnérable* ». Pour le FID, ce sont les résultats des enquêtes qui déterminent le nombre des bénéficiaires, sans aucune limite préalable.

D'après les recommandations des bailleurs, ce sont les familles les plus fragilisés par la pandémie qui doivent recevoir ces aides sociales en premier. 444 millions de dollars des partenaires de Madagascar ont été consacré à la crise sanitaire liée au covid19. On sait d'après le ministère des Finances et du Budget que 187 ;9 millions de dollars de ces aides viennent du Fonds Monétaire International , 170 millions de dollars de la Banque Mondiale, 11,4 millions de dollars de l'Union européenne et 64 millions de dollars de la Banque Afrique de Développement. L'Agence Française pour le

Développement a transféré 11,4 millions de dollars. Ces fonds sont utilisés pour tous les projets dans le cadre de cette crise sanitaire. Au vu des circonstances locales, n'est-il pas nécessaire d'exiger une transparence de la gestion des aides reçues par les familles ?

Source : <https://malina.mg/fr/article/tosika-fameno--corruption-generalisee-dans-la-distribution-des-aides-d-urgence->